

# L'interminable calvaire de Philippe

Depuis un an, un homme d'affaires français, ancien officier, est détenu dans la terrible prison de Tsiafahy. Accusé d'avoir préparé un coup d'État, il a été condamné à une peine de 10 ans de travaux forcés. Ses avocats dénoncent un dossier vide, un procès bâclé. Il serait, entre autres, victime des relations difficiles entre la France et la Grande Île.



Étienne de Montety  
edemontety@lefigaro.fr

Ce 20 juillet 2021, Constance François est heureuse. Son père prend l'avion pour la France pour être présent à son mariage qui doit être célébré dix jours plus tard, dans une jolie propriété d'Île-de-France. Depuis janvier 2020, Philippe

habite Madagascar.

Constance le sait, certes son père rentre pour cette grande réunion familiale, mais c'est son dernier voyage : son aventure professionnelle sur la Grande Île a tourné court. Ayant démissionné de son poste de directeur général d'un fonds d'investissement baptisé Tsara First, il a repris contact avec son ancien employeur en France, XPO Logistics. Un conteneur avec son déménagement à partir l'atteste : une page se tourne.

Dans la soirée, le téléphone vibre. Un SMS : « Nous sommes arrêtés au poste de police. Avons raté l'avion. » Son père et sa compagne viennent d'être interpellés à l'aéroport d'Antananarivo-Ivato, dans la zone internationale. Pourquoi, ils ne le savent pas, aucun motif de leur arrestation ne leur est communiqué.

Traversée de la ville sirènes hurlantes, encadrés par des hommes armés, ils seront inculpés pour atteinte à la sûreté de l'État et tentative d'assassinat du président Rajoelina. Le même jour, une vingtaine de personnes, dont Paul Maillot Rafanoarana, son associé dans Tsara First, mais aussi des officiers - certains à la retraite - et des gendarmes, sont arrêtés. Philippe François commente « un mauvais plan de série D ». L'amateur de littérature dans la Pléiade, est-il jamais tombé sur cette phrase de Vigny dans *Cinq-Mars* : « Ah ! Fasse le Ciel que vous ne connaissiez jamais ce que la corruption des gouvernements appelle coups d'État. »

Constance tombe des nues. Bien sûr son père n'est pas un modèle de stabilité : à la vie mouvementée d'un officier des troupes de marine ont succédé de nombreux changements professionnels : la Fnac, FM Logistic, XPO Logistics. Un de ses vieux amis décrit un garçon doué, mais travaillé par une éternelle « insatisfaction ». « Un besoin de challenge » dit Constance. De bien gagner sa vie aussi. Il est le père de six enfants.

« Quand nous étions petits, nous recevions des courriers de lui, raconte sa fille : des commentaires de textes à faire parce qu'il était exigeant avec nous. Mais il veillait aussi à écrire des cartes postales à chacun. »

## Profil « atypique »

Sa première partie de carrière a pourtant été des plus classiques. Classique et brillante. Entré major du concours lettres à Saint-Cyr Coëtquidan, François appartient à la promotion Tom-Morel (1987) celle de l'actuel chef d'état-major de l'armée de terre Pierre Schill. Sorti dans un bon rang, il a choisi de servir dans les troupes de marine. Ses camarades se souviennent d'un garçon brillant, intellectuel même. Il participe à la revue de réflexion militaire *Inflexions*, et en 2009, fait publier ses travaux sur les tactiques de l'Armée rouge en Afghanistan (Economisa) pour lesquels il sera invité à donner une conférence devant un parterre d'officiers américains, à Washington. L'historien militaire Michel Goya, qui l'a connu à l'école de guerre, évoque l'assurance, le charme même, d'un garçon « parfois victime de son tempérament ».

« C'est aussi un amateur de « dégagantes », dit Hugues de La Giraudière, président de la Tom-Morel et parrain de sa fille. En langage civil : de frasques.

Pour le côté grande gueule, Philippe a de qui tenir, il est le fils du colonel Jean-Claude François, une figure de la Légion étrangère, décédé en 2007. Pour les képis blancs, il était « le grand François » : l'homme qui fit venir Serge Gainsbourg dans son régiment, le 2<sup>e</sup> REI, pour une journée mémorable. L'homme qui croquait les verres à la russe, l'homme qui... À l'évidence le fils du colonel François ne peut pas, ne doit pas être conforme. Il ne le sera pas.

Sa carrière sans accroc l'a conduit comme les officiers de sa génération sur de nombreux théâtres d'opérations extérieures, Comores, Tchad, Kosovo, et à la tête du prestigieux régiment de marche du Tchad (RMT) entre 2010 et 2012. Un de ses subordonnés se souvient d'un profil « atypique » aimant « faire bouger les lignes », mais aussi soucieux des relations humaines dans son unité. Pourtant, dédaignant les perspectives qui s'offrent à lui dans l'institution militaire, Philippe quitte

l'armée en 2013. En janvier 2020, ce gaillard jovial et entreprenant débarque à Madagascar : féru de nouvelles technologies, il va diriger une entreprise d'intelligence artificielle Smart One. Pour un expatrié, la vie sur l'île est agréable, facile : jolie villa gardée, piscine, randonnées. Il a adopté un chien qu'il a appelé Koufra (clin d'œil au RMT, héritier des traditions de Leclerc).

En décembre 2020, il rencontre Paul Maillot-Rafanoarana, via le premier conseiller de l'ambassade de France. Franco-malgache, Rafanoarana est lui aussi saint-cyrien, de la promotion Monclar. Un homme doté d'un charisme exceptionnel, disent ceux qui l'ont connu, à la mesure de son esprit fantasque. Ayant pris la gendarmerie à la sortie de l'école, arme souvent choisie par les meilleurs, il a été contraint de quitter l'armée : il fut accusé d'avoir usé de son statut à des fins familiales. Il s'est lancé dans les affaires, tentant parfois d'entraîner dans ses projets des camarades de promotion. Revenu sur la Grande Île en 2014, il est conseiller de l'archevêque d'Antananarivo, Odon Razanakolona, après avoir été celui du président Andry Rajoelina, alors président de la Haute Autorité de transition : à Madagascar, les affaires politiques, économiques, militaires et religieuses s'entrecroisent toujours. Son nom a même circulé comme possible premier ministre.

## « Corruption endémique »

Est-ce la perspective d'être associé à une affaire qui s'annonce fructueuse, ou son caractère entreprenant, fonceur (« naïf, trop confiant », dit sa fille) ? François qui vient de quitter Smart One en désaccord avec le Comex, s'engage avec Maillot-Rafanoarana dans un projet dénommé Tsara First. Tsara signifie « bien » en malgache. Le programme est simple, il tient en une locution latine : « *Ad augusta per angusta* » : aller au plus haut par les voies les plus étroites. Tsara First se propose de susciter et d'accompagner des investissements à Madagascar : les deux hommes font circuler une plaquette de présentation, où Rafanoarana vante « ses puissants réseaux institutionnels (qui) lui permettent de déchiffrer l'écosystème politico-économique ». De son côté François évoque « son expertise dans la conduite et l'accompagnement des projets en environnement à risques ».

Leur analyse de la situation à Madagascar est sans fard : « Un pays en régression constante depuis des décennies... Mais au potentiel particulièrement prometteur », écrivent-ils. Ils pointent « un État en recul qui n'assure plus que difficilement ses fonctions régaliennes (défense, sécurité, éducation, santé, transports). La corruption est endémique et a contaminé toute l'administration ». Le constat, accablant, est partagé par les experts internationaux qui dénoncent la gabegie et le pillage par les investisseurs, notamment des matières premières.

Par leur formation, leur expérience internationale, leur carnet d'adresses, Paul et Philippe devraient séduire les investisseurs. Ils inquisiteur le pouvoir. D'autant qu'ils ne cachent pas davantage à leurs amis ou à leurs interlocuteurs leur opinion sur le pays. Les premiers projets que Tsara First pourrait accompagner traitent d'intelligence artificielle, de reforestation, de numérique. Et d'or. Un domaine hautement sensible à Madagascar, où le trafic est important, mais où, surtout, des proches du président ont des intérêts. Ses amis le mettent en garde. Philippe se veut rassurant : toutes les autorisations et les garanties seront obtenues.

Le 20 juillet 2021, les dirigeants de Tsara First sont



Philippe François avec sa chienne Faya dans le jardin de sa maison de Madagascar, avant son arrestation.  
COLLECTION FAMILIALE

donc arrêtés avec leurs compagnes. Pendant deux semaines, ils sont incarcérés dans les locaux du groupement de sécurité et d'intervention spéciale (GSIS), interrogés à toute heure, privés de sommeil et d'accès libre aux sanitaires. Ils seront inculpés pour « atteinte à la sûreté de l'État, association de malfaiteurs et complot en vue d'assassiner le président ». Ils sont accusés, selon la procureur générale, d'avoir « échaudé un plan d'élimination et de neutralisation des diverses personnalités malgaches dont le chef de l'État ».

Le complot qu'ils auraient fomenté est dénommé Apollo 21 : lors d'une intervention télévisée le 8 août suivant, le président malgache lui-même le détaille, donnant l'explication de ce nom de programme lunaire. Plusieurs « étages » auraient été prévus : « Houston », « allumage », « décollage », « mise en orbite ».

Paul Maillot-Rafanoarana est accusé d'avoir conçu et budgété l'opération dans sa phase « allumage ». Certes, il n'a jamais caché qu'il voulait jouer un rôle dans la vie politique locale. Mais renverser le pouvoir en place ? Un e-mail l'accable. Pour ce type de manœuvre, envoi-t-on un simple message électronique à une firme (Benchmark Group) en demandant un financement de 10 millions d'euros « à des fins de déstabilisation politique » en échange de facilités dans l'exploitation pétrolière ? Un fusil à pompe et des cartouches sont retrouvés chez lui, ainsi que la somme de 950 000 000 ariary (soit 190 000 euros), remise quelques jours plus tôt à son domicile par un mystérieux investisseur, au terme d'un circuit étrange.

Pour Philippe François, l'accusation brandit une clé USB contenant des informations sur le « budget » d'Apollo 21. Sont aussi rapportés de supposés propos tenus en privé : « Il suffit de cinquante commandos pour faire tomber un État. » Ses Opex aux Comores, au Tchad, son poste à l'état-major des forces françaises dans l'océan Indien, sont cités à charge. On rapporte des conversations avec les agents qu'il employait pour sa sécurité, et à qui il partageait avec gouaille des souvenirs de vie militaire.

## « Un travail de procureur stagiaire »

« Si ces éléments sont vrais, il s'agit d'anecdotes de comptoir, réagit son avocat français, Étienne de Villepin. Ils sont amalgamés et articulés pour composer une accusation. Pris isolément, chacun est insignifiant. C'est un travail de procureur stagiaire. » La clé USB ? « Elle a été saisie, mise sous scellés. Et modifiée le 21 juillet 2021 alors que mon client était déjà en garde à vue. Elle a pu être manipulée et modifiée. »

À Paris, sa famille et ses amis sont stupéfaits : à Madagascar, Philippe ne faisait pas de politique, seulement des affaires. Manigancer, tenir un secret n'est pas son genre. Son caractère entier, exubérant, provocateur même, ne le désigne pas précisément pour jouer les conspirateurs. Autre chose ne colle pas. Depuis mai 2021, il a démissionné de Tsara, jugeant que le projet ne démarrerait pas assez vite. Le projet ariériste est au point mort. Ses relations avec son associé s'en sont trouvées dégradées.



La prison de Tsiafahy, où est enfermé Philippe François depuis le 5 août 2021, est située à 30 km au sud d'Antananarivo.  
SARAH TETAUD POUR RFI

# François à Madagascar



Le procès commence le 6 décembre 2021 devant la cour criminelle ordinaire d'Antananarivo. Membres des forces spéciales armés de fusils d'assaut et policiers montent la garde dans le palais de justice d'Anosy. L'AFP décrit l'accusé François : « Le front dégarni et les traits tirés, visiblement amaigri et épuisé. » Le bon vivant a perdu 20 kilos.

## La famine frappe durement

L'acte d'accusation se fonde sur « sa relation étroite » avec Rafanoharana. Leur société « n'a réalisé aucune activité depuis sa création » (elle a six mois d'existence) ce qui la désigne comme « société écran ». Leur association professionnelle est qualifiée d'« association de malfaiteurs ». Son profil d'ancien militaire est une preuve : « Le contenu du budget Apollo 211 fait apparaître que la réalisation se fera par des soldats étrangers saint-cyriens. L'accusé a cette caractéristique. » Aux yeux des autorités malgaches, les deux hommes sont suspects, car dans ce pays le pouvoir est régulièrement confisqué par les militaires : en 2009, Marc Ravalomanana lâché par l'armée dut transférer ses pouvoirs à un directoire militaire qui les remit à Rajoelina. Cette opération fut considérée par la communauté internationale comme un « coup d'État ». Ainsi deux saint-cyriens entrepreneurs peuvent-ils facilement être assimilés à des séditeurs en puissance sinon en actes.

Dix jours plus tard, Paul Maillot-Rafanoharana est condamné à 20 ans de travaux forcés et Philippe François à 10 ans.

Un observateur des relations internationales s'interroge pourtant : « Si ces deux hommes sont les dangereux activistes qui furent décrits pendant le procès, c'est la perpétuité qu'ils méritent. Mais pour un dossier vide et entaché de lourds vices de procédure, la peine est insupportable. »

C'est probablement ailleurs qu'il faut chercher la raison de cette condamnation dénoncée comme un délit de justice : sur l'île, la situation politique et économique est exécrable. Andry Rajoelina traverse une mauvaise passe. « La crise de la Covid-19 a effacé plus d'une décennie de gains en matière de revenu par habitant et a amené le taux de pauvreté à un nouveau record de 81 % », note un rapport de la Banque mondiale. La famine frappe durement le sud du pays. Cela n'empêche pas le président d'avoir lancé des projets pharaoniques : construction d'un Colisée à côté du palais historique du Rova à Antananarivo, travaux pour un tramway et un téléphérique, malgré les graves carences en électricité sur l'île.

Avec la France, l'ancienne puissance coloniale, les relations sont en permanence tendues. Les îles éparées, autour de Madagascar sont l'objet de différends entre les deux pays. Leur sous-sol est très riche en hydrocarbures : la Grande Ile exige leur restitution depuis 1973. La visite d'Emmanuel Macron en 2019 sur l'une d'elles (il avait déclaré : « Ici, c'est la France »), a été mal perçue. Les investissements de Total dans le canal du Mozambique pour exploiter les ressources gazières sont un

Un rapport d'Amnesty International de mars 2019 décrit ainsi la maison de force de Tsiafahy, où est détenu l'homme d'affaires français : « Forteresse délabrée posée sur une colline déserte, où vent et soleil grillent toute forme de végétation, comme si l'atmosphère de désolation de cette prison s'étendait au-delà de ses hauts murs sombres et fatigués. »

SARAH TETAUD POUR RFI

autre sujet de friction. « Pour tout pouvoir, afficher même de forme, sa fermeté vis-à-vis de l'ancienne puissance est toujours bien vu », explique un connaisseur de la région. « Les Malgaches sont volontiers schizophrènes : ils sont souvent antifrançais à la mesure de ce qu'ils doivent à la France. Le président Rajoelina, lui-même, est le fils d'un officier qui a servi durant la guerre d'Algérie et qui a légué la nationalité française à ses enfants. »

Pourtant l'aide apportée pour le développement à Madagascar est constante. Quand une tempête frappe l'île en février 2022, Paris dépêche du personnel pour porter secours aux populations. Mais des puissances comme la Chine et la Russie ne se privent pas de se réjouir de tout ce qui peut gêner et faire reculer la place de l'ancienne tutelle coloniale : les perspectives d'exploitation des fonds marins sont l'objet de toutes les convoitises.

Philippe François s'est trouvé dans cet imbroglio où se mêlent l'état d'esprit d'un dirigeant autocrate, des considérations de politique intérieure, et un bras de fer entre États. S'il avait le cœur à rire, il qualifierait son sort de « madagascarade ».

Depuis le 5 août 2021, il est détenu à la maison de force de Tsiafahy, comme Paul Maillot-Rafanoharana. Il y a passé les cinq premiers mois à l'isolement complet. Un rapport d'Amnesty International de mars 2019 décrit ainsi l'endroit situé à 30 km au sud d'Antananarivo : « Forteresse délabrée posée sur une colline déserte, où vent et soleil grillent toute forme de végétation, comme si l'atmosphère de désolation de cette prison s'étendait au-delà de ses hauts murs sombres et fatigués. » Albert Londres avait dénoncé le bagne de Cayenne et le sort inique fait à l'anarchiste Eugène Dieudonné. En 2022, l'enfer existe toujours, à Madagascar : surpopulation, conditions de détention effroyables. Philippe François y vit, y survit, parmi un millier de détenus, dans un établissement conçu pour 300. La plupart sont en préventive. Tel raconte que lorsque les occupants d'une cellule changent de position durant la nuit, ils doivent le faire en même temps tant ils sont serrés les uns aux autres. Tel autre que quand il s'allonge, ses épaules ne touchent pas le sol, par manque de place.

## Caméras de surveillance

Dans son infortune, François reste un privilégié à Tsiafahy : « un VIP » plaisante-t-il : il bénéficie d'une cellule individuelle, dotée d'une fenêtre à barreaux, cependant envahie par l'odeur pestilentielle montant des caniveaux qui servent de toilettes aux prisonniers. Une lampe solaire lui est nécessaire : il n'y a pas d'éclairage dans sa cellule, en revanche des caméras le surveillent constamment. Le séjour des détenus étant à la charge des familles, c'est son avocat malgache M<sup>e</sup> Chan Fanh, qui le visite chaque semaine, lui apportant à la demande de la famille, savon, eau, courrier, nourriture ; sans quoi le prisonnier serait réduit au régime de Tsiafahy : riz et haricots rouges invariablement. Gardiens, cuisinier, tout service se monnaie en prison.

Depuis un an, la mobilisation s'est organisée en

France : sa famille, ses amis, ses camarades de promotion s'organisent : un site, une cagnotte ont été ouverts. Des articles paraissent sporadiquement dans la presse, alertant sur son sort. La veille de son procès, il a fait l'objet d'un reportage sur M6. Mais rien ne bouge officiellement.

## Le Quai d'Orsay muet

Devant ce silence, certains établissent déjà la comparaison entre son sort et celui de Sophie Pétronin, cette humanitaire pour qui la France a négocié pendant quatre ans (2016-2020), afin de la tirer des griffes de salafistes liés à al-Qaïda au Mali - pays où elle est retournée vivre quelques semaines après sa libération. « L'opinion se dit qu'un militaire en captivité, ce n'est pas grave : il a l'habitude des conditions de vie frustes », s'insurge un de ses soutiens.

Côté Quai d'Orsay, on est muet : puisque François a déposé un recours en cassation, impossible d'intervenir pendant une procédure judiciaire dans un pays souverain, quelle que soit l'analyse faite sur le régime en place. Quand l'arrêt sera-t-il rendu ? C'est, dit-on, à la discrétion de la justice malgache. Des experts évaluent ce délai à un an après la condamnation en première instance.

Quelles sont les perspectives pour le prisonnier François : bénéficier d'une grâce ? La fête de l'Indépendance tombait le 26 juin. Rien n'est venu en provenance du Palais, où le président a pourtant réduit les peines de plus de dix mille prisonniers. Un transfèrement ? Madagascar a signé une convention avec la France en 1973, mais le caractère éminemment politique du dossier compromet l'hypothèse d'un rapatriement dans une prison française.

En 2023 l'île va entrer en période électorale : l'élection présidentielle se tiendra en novembre. Candidat à sa succession, Andry Rajoelina fera-t-il un geste bienveillant en faveur de Philippe ou au contraire en profitera-t-il pour montrer sa fermeté à l'égard de la France ? La famille vit dans cette incertitude.

Le 20 juillet prochain, cela fera un an qu'il a été arrêté. Le temps s'écoule lentement pour lui. Les journées sont désormais constituées de petits rituels : toilette, étirements, lectures, sport, promenades. « Faire les cent pas ne sera jamais pour moi une figure de style », ironise-t-il. Elles sont ponctuées par l'appel du muezzin cinq fois par jour : celui-ci lui tient lieu de montre.

Il confie dans une lettre : « Une relation complice est née avec nos gardiens : échange de blagues, tentative permanente de leur part d'accommoder au mieux ce séjour. Rien à dire de ce point de vue. Et ce n'est pas le complexe de Stockholm qui parle. »

Sur le site de soutien, un compteur égrène : 353 jours de détention. À Paris, trois petites-filles, Iris, Blanche, Isaure, âgées de 2 ans à quelques mois attendent leur grand-père qu'elles ne connaissent pas encore. Constance est enceinte ; elle espère de tout cœur que cet heureux événement en entrainera rapidement un autre. ■



Infographie LE FIGARO